



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

TVA ANTISOCIALE,

« ALLÈGEMENT » DE COTISATIONS SOCIALES,

C'EST LA MORT PROGRAMMÉE DE LA SÉCU !

Sarkozy avait commencé son quinquennat par un magnifique cadeau à ses amis du Fouquet's : le « bouclier fiscal » de 15 milliards d'euros. Il veut le terminer de la même manière, par de généreux cadeaux pour ses amis du Medef.

TVA ANTISOCIALE: LA FACTURE PAYÉE PAR LES CLASSES POPULAIRES

Lors de son intervention télévisée du 29 janvier, il a annoncé la création de la TVA « sociale » en échange d'un allègement, de 30 milliards d'euros, des cotisations patronales sur les bas salaires.

La TVA est l'impôt le plus injuste, puisqu'il taxe de la même façon chaque personne quels que soient ses revenus. L'augmentation de 19,6 à 21,2 % s'ajoutera à celle du 1^{er} janvier 2012 (de 5,5 à 7 %) de la TVA à taux « réduit » dont la répercussion sur les prix se fait déjà durement sentir !

PRIME POUR L'EMPLOI CONTRE « ALLÈGEMENT » DE COTISATIONS: UN JEU DE DUPES

Nouvelle annonce à la télé le 22 février : les cotisations « salariales » sur les salaires entre 1 200 à 1 400 euros seront réduites. En échange la « prime pour l'emploi » accordée aux bas revenus sera supprimée.

L'augmentation du salaire net des plus pauvres sera financée... par une diminution des revenus des plus pauvres.

Les ressources de la Sécu, déjà amputées par 31 milliards d'exonérations de cotisations patronales, seront à nouveau pompées. En conséquence les remboursements et autres prestations de la Sécu diminueront; les cotisations des mutuelles, les « franchises », les forfaits hospitaliers, le déremboursement des médicaments, augmenteront.

L'ENJEU: 400 MILLIARDS DE COTISATIONS SOCIALES ET LA SÉCU !

Il faut appeler les choses par leur nom. « Faire baisser le coût du travail », c'est en réalité baisser massivement les salaires, car les cotisations sociales sont aussi une part de notre salaire. Celle qui sert à financer nos retraites, notre santé, nos allocations chômage ou l'éducation de nos enfants.

Et c'est ainsi franchir, chaque fois, un nouveau pas dans l'entreprise de destruction de la Sécurité sociale.

ILS VOUDRAIENT EN REVENIR AU TEMPS DE LA CHARITÉ PRIVÉE ET DE « L'ASSISTANCE » MINIMUM PAR L'ÉTAT.

Depuis 30 ans, les gouvernements « de droite » et « de gauche » ont prétendu favoriser l'emploi en exonérant les patrons de cotisations sociales. Les résultats sont là : la part des salaires dans la richesse produite a fortement diminué (de 10 %), mais cela n'a pas créé d'emplois. Par contre, malgré la crise, les profits des grandes entreprises du CAC 40 ne se sont jamais si bien portés.

PAS DE TRÊVE ÉLECTORALE !

Tout le mouvement syndical et toute la gauche se sont prononcés contre ces mesures massivement rejetées dans les classes populaires. Avec Philippe Poutou, son candidat pour les élections présidentielles, le NPA renouvelle son appel à construire une mobilisation unitaire sans aucun préalable pour le retrait immédiat de ces mesures gouvernementales et pour la défense de la Sécu et des salaires.

WWW.NPA2009.ORG

IMPRIMERIE PHOTOGRAPHIE - 93100 MONTREUIL. Ne pas jeter sur la voie publique. IMPRIM'VERT

PHILIPPE POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



WWW.POUTOU2012.ORG



LES PROPOS

IL FAUT RECONQUÉRIR LA SÉCU !

LA TVA « SOCIALE », LA CSG ET TOUTES LES MODALITÉS DE FINANCEMENT PAR L'IMPÔT SONT DES PIÈGES, ILS ABOUTISSENT À UNE RÉDUCTION DE SALAIRE: LA SÉCURITÉ SOCIALE DOIT ÊTRE FINANCÉE INTÉGRALEMENT PAR LE PATRONAT:

UN SEUL MODE FINANCEMENT: LA COTISATION SOCIALE!

- ➡ Non à la TVA antisociale
- ➡ Abrogation de la CSG et de la CRDS!
Aucun impôt pour financer la protection sociale!

REMBOURSEMENT DES DETTES PATRONALES!

- ➡ Refus des exonérations de cotisations!
- ➡ Création d'une caisse de garantie alimentée par les employeurs pour compenser les cotisations impayées par les employeurs

POUR PLUS DE COTISATIONS :

- ➡ Le salaire minimum à 1 600 euros net. Augmentation des salaires de 300 euros pour tous et toutes. 1% d'augmentation de tous les salaires apporte 3 milliards d'euros de cotisations.
- ➡ De vrais emplois et du travail pour tous et toutes. Réduction du temps de travail à 32 h et embauches proportionnelles. Interdiction des licenciements (la plupart des licenciements sont des choix du patronat, qui considère les salariés comme une variable d'ajustement pour maintenir ses profits). 100 000 chômeurs en

moins c'est 1 milliard d'euros de cotisations en plus.

- ➡ Augmentation de la part patronale des cotisations selon les besoins. 1% d'augmentation apporte 5 milliards d'euros.
- ➡ Interdiction des dispositifs qui permettent d'échapper à la cotisation (intéressement, participation, stock-options...) et versement des montants en salaires à tous les salarié-e-s de l'entreprise.

« LA SÉCU EST À NOUS, ON S'EST BATTU POUR LA GAGNER, ON SE BATTRA POUR LA GARDER »

LA SÉCU VIT DE NOS COTISATIONS, DE NOTRE SALAIRE. NOUS GÉRONS NOUS-MÊMES LA PART DIRECTE DE NOS SALAIRES. IL DOIT EN ÊTRE DE MÊME DE LA PART SOCIALISÉE.

UNE SÉCU AUTOGÉRÉE :

- ➡ La Sécu doit être totalement indépendante de l'État et des patrons.
- ➡ Aucune loi de financement de la Sécu: son budget doit permettre de répondre aux besoins sociaux.
- ➡ Les administrateurs doivent à nouveau être élus par les assurés sociaux. Ils doivent être contrôlés et révocables par leurs électeurs.
- ➡ Ils doivent bénéficier de tous moyens pour définir avec les bénéficiaires les besoins sociaux et apporter les réponses.

UNE SÉCU POUR LES DROITS SOCIAUX, PAS POUR LA CHARITÉ

NOTRE SANTÉ, PAS LEURS PROFITS

- ➡ La santé doit être gratuite: remboursement à 100% sans avance des frais.
- ➡ Le personnel et les biens des mutuelles doivent être intégrés à la Sécu. Les assurances santé privées interdites.

POSITIONS DU NPA

➡ Les forfaits et franchises doivent être abrogés, les dépassements d'honoraires interdits.

➡ Le paiement à l'acte des professionnels libéraux doit être abandonné.

UN SERVICE PUBLIC DE SANTÉ

➡ Non aux fermetures et restructurations des hôpitaux. Abrogation du plan hôpital 2007 et de la loi Bachelot. Le service public hospitalier de proximité doit disposer de tous les moyens nécessaires pour accomplir toutes ses missions.

➡ Les cliniques privées doivent être expropriées et intégrées au service public.

➡ Dans les communes et les quartiers, des centres publics de santé pluridisciplinaires, en lien avec le secteur public hospitalier doivent être créés pour soigner, développer la prévention et l'éducation à la santé.

➡ Médiateur, prothèses PIP...c'en est trop: expropriation de l'industrie pharmaceutique européenne qui doit être placée sous contrôle public, ainsi que la recherche médicale.

➡ Le service public de santé doit disposer de moyens d'agir sur tous les facteurs déterminants pour la santé: condition de travail, logement, nourriture...en lien avec les CHSCT, les associations...

LA RETRAITE À 60 ANS !

LA RETRAITE DOIT ÊTRE LA CONTINUITÉ DU SALAIRE. ELLE DOIT REPOSER ENTIÈREMENT SUR LE PRINCIPE DE LA RÉPARTITION :

➡ Refus de toute capitalisation

➡ Retraite à 60 ans, 55 ans pour les métiers pénibles, calculée sur les 10 meilleures années après 37,5 annuités.

➡ Non au marché du 3^e âge: des services publics accessibles à tous et toutes (services sociaux, aménagement des logements, maisons de retraite...)

DÉPENDANCE : UN SERVICE PUBLIC

LES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE DOIVENT ÊTRE PRISES EN CHARGE DANS LE CADRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

ALLOCATION FAMILIALE DES LE 1^{ER} ENFANT

LES PRESTATIONS FAMILIALES DOIVENT ÊTRE REVALORISÉES ET DISTRIBUÉES À TOUS ET TOUTES POUR COMPENSER LES CHARGES FAMILIALES DÈS LE PREMIER ENFANT. LE QUOTIENT FAMILIAL POUR LES IMPÔTS¹ CONSTITUE UNE AIDE TRÈS IMPORTANTE AUX FAMILLES LES PLUS RICHES ET INEXISTANTE POUR CELLES QUI NE PAIENT PAS D'IMPÔTS. IL DOIT ÊTRE SUPPRIMÉ. LES SOMMES DÉGAGÉES (13 MILLIARDS D'EUROS) PERMETTRAIENT DE DÉVELOPPER LES SERVICES PUBLICS DE L'ENFANCE, (CRÈCHES, CANTINES SCOLAIRES, LOISIRS...) ET DE LES RENDRE GRATUITS.

1. A ne pas confondre avec le système de quotient utilisé par les mairies pour le paiement des services (loisirs, cantines...) qui tiennent compte des revenus des familles.



LES COTISATIONS SOCIALES, C'EST DU SALAIRE!

Une partie de notre salaire est payée individuellement, c'est le salaire net. Mais le travail est rétribué par l'ensemble du salaire. Au net porté au bas du bulletin de paie s'ajoutent les cotisations sociales. Cette partie du salaire est un salaire socialisé. Il est versé dans «un pot

commun» aux caisses de Sécurité sociale (Urssaf), aux caisses de chômage (Pôle emploi), aux retraites complémentaires. Il est redistribué pour faire face à une partie des besoins causés par la maladie, la maternité, les charges familiales, le chômage, l'invalidité, la retraite...

LA TVA EST L'IMPÔT LE PLUS INJUSTE.

Les 10 % de personnes les plus pauvres doivent consommer tout leur revenu, ils paient 11,5 % de TVA sur leur revenu. Les 10% les plus riches peuvent épargner, la TVA ne leur coûte que 5,9% de leur revenu.

La TVA s'applique à tous les produits, importés ou pas. Pour justi-

fier l'instauration de cette TVA antisociale, l'UMP affirme qu'elle ne rendrait plus chers que les produits importés... Pour que cela soit vrai, il faudrait que les patrons répercutent intégralement sur les prix la diminution de leurs cotisations. Qui va croire une telle fable ?

LA TVA ANTISOCIALE PRÉPARE LA MISE À MORT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les cotisations sociales sont versées obligatoirement à la Sécurité sociale. C'est différent pour les impôts. La loi interdit qu'ils soient affectés à un secteur particulier. Le produit de la TVA entre donc dans le budget global de l'État. Donc rien ne garantit que la hausse de la TVA soit destinée à la protection sociale; l'exemple de la vignette automobile, censée bénéficier aux personnes âgées et utilisée à tout autre chose, est resté célèbre.

Comme aux USA, pour accéder aux soins ou s'assurer une retraite décente, il n'y aurait plus d'autres solutions que les assurances privées et il ne serait maintenu qu'une couverture minimum d'assistance aux plus pauvres. Ce serait la fin d'une couverture sociale pour tous: le «chacun pour soi» et l'exclusion généralisée, mais le jackpot pour les assureurs!

FRANÇOIS HOLLANDE CONDAMNE LA TVA ANTISOCIALE, MAIS QUE PROPOSE-T-IL ?

La TVA «sociale» était défendue par Manuel Valls, le responsable de la communication de François Hollande. Le PS rejette cette mesure, mais propose «la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu»: cette contribution ne serait pas proportionnelle aux revenus, comme la CSG (créée par le PS!) mais progressive; le

risque est cependant que cette progressivité soit remise en cause par le prélèvement à la source (sur les salaires par exemple). Le PS préconise aussi une «contribution écologique se substituant à la taxe sur le travail», une nouvelle taxe peinte en vert. Conséquence de ces deux mesures: à nous de payer à la place du patronat!

QUAND MARINE LE PEN S'ATTAQUE À LA «TVA PATRONALE»

Prêts à tout pour conquérir les voix des classes populaires, le FN et sa candidate dénoncent la TVA antisociale comme une «TVA patronale», mais, au-delà des effets de tribune, que propose la candidate du FN pour financer la protection sociale ?

Ses propositions sont une caricature de celles de Sarkozy, Comme Sarkozy et le Medef, elle propose de réduire la part patronale des cotisations, ce qui aurait pour conséquence de détruire la Sécurité sociale.

Comme Sarkozy, elle prétend financer la sécurité sociale en

«luttant contre la fraude» et en montrant du doigt les plus précaires et en particulier les étrangers, qu'elle veut exclure des soins et de la protection sociale. Réponse dérisoire et grotesque quand on sait que l'essentiel des fraudes sont le fait des employeurs qui ne déclarent pas leurs salariés, «oublie» de déclarer les accidents de travail, et que l'absence de régularisation de tous les travailleurs sans papiers favorise ce travail non déclaré.



POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom / Prénom : Ville :

Tél. : Mail :